

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE

DEPARTEMENT DU CALVADOS

DES DELIBERATIONS DU

NOMBRE DE MEMBRES :

Afférents au Conseil Municipal : 11

En exercice : 11

CONSEIL MUNICIPAL DE

BEUVRON EN AUGE

Qui ont pris part à la délibération :

10

Séance du 05-09-2022

Date de la convocation

29-08-2022

Date d'affichage

29-08-2022

L'an deux mil vingt-deux, le cinq septembre, le Conseil Municipal de Beuvron en Auge, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de M. Jérôme BANSARD, Maire.

Présents : M. Jérôme BANSARD, Maire

Mme Béatrice GRANGE-LECOMTE, 1^{ère} Adjointe ; M. Jean-François MOREL, 2^{ème} Adjoint
Mme Mélanie HERVE ; Mme Dominique CLERGET ;

M. Marc CHAZELLE ; M. Eric WETTERWALD-VERMUGHEN ;

M. Alain GAYET ; Mme Elisabeth SAUTY de CHALON ; M. Jean-Jacques CAMPION

Absents excusés : M. Samuel HAREL (donne procuration à M. Jérôme BANSARD jusqu'à son arrivée à 19h55)

Secrétaire de séance : M. Jean-François MOREL

4. Mission du commissaire enquêteur pour la réalisation de l'enquête publique sur le dossier de déclassement de la voirie communale du Chemin des Hauts-de-Villers

Vu les articles L 123-2, L. 123-3, L 141-3 à L 141-7, R 141-4 à R 141-10 et L 162-5 et R 162-2 du Code de la voirie routière ;

Vu l'article article L 121-17 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu les articles L 318-1 à L318-3, R123-19, R 318-5 à R 318-7 et R 318-10 du Code de l'urbanisme ;

Vu l'article L 5214-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Beuvron-en-Auge en date du 28 février 2022 approuvant le projet de déclassement du Chemin des Hauts-de-Villers des voies communales, conformément aux dispositions de l'Article L 141-3 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Beuvron-en-Auge en date du 28 mars 2022 approuvant la mise à l'enquête publique du projet de déclassement du Chemin des Hauts-de-Villers des voies communales et autorisant le Maire à procéder aux formalités nécessaires et signer tous actes et pièces s'y rapportant;

Considérant que la voirie communale comprend :

- Les voies communales, qui sont des voies publiques, affectées à la circulation générale, ayant fait l'objet d'un classement dans le domaine public routier par le Conseil municipal. Elles sont à ce titre inaliénables et imprescriptibles ;

- Les chemins ruraux, qui sont les chemins appartenant aux Communes, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme voies communales. Ils n'appartiennent pas au domaine public routier de la commune mais à son domaine privé (Code Rural article L161-1 et Code de la Voirie Routière article L161-1). Il sont aliénables, prescriptibles et soumis au bornage ;

Considérant que le Chemin des Hauts-de-Villers est actuellement classé en voie communale et qu'il est envisagé son déclassement, dans le but d'une aliénation éventuelle, laquelle permettra à l'acquéreur d'avoir la pleine jouissance du bien sans aucune servitude particulière ;

Considérant que ce déclassement est l'acte administratif qui fait perdre à une route son caractère de voie publique et la soustrait au régime juridique auquel elle se trouvait intégrée ;

Considérant qu'une enquête publique doit être organisée conformément aux dispositions des articles R. 141-4 à R. 141-10 du Code de la voirie routière ;

Considérant qu'il revient au Maire de désigner par Arrêté un commissaire-enquêteur et de mettre au point avec lui les modalités de déroulement de l'enquête ;

Considérant qu'une délibération du Conseil municipal doit être prise pour autoriser le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour la tenue de cette enquête publique, notamment auprès de M. Michel Ozenne, qui sera le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique ;

Sur la proposition de M. Jérôme Bansard, Maire de Beuvron-en-Auge, et sur sa présentation ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

Autorise le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour la tenue de l'enquête publique sur le projet de déclassement du Chemin des Hauts-de-Villers des voies communales, notamment auprès de M. Michel Ozenne, qui sera le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique

Décide que les crédits correspondants à la mission de M. Michel Ozenne - 686 € - seront pris en charge par le Budget communal, sur la Section de Fonctionnement ;

Dit que cette délibération sera transmise à M. Le Trésorier du Centre des Finances publiques de Mondeville et à M. Michel Ozenne.

Le Maire
Jérôme Bansard

Transmis en Sous-Préfecture
et exécutoire le 2022